



Conseil économique et social

Distr. générale
10 mai 2004
Français
Original: anglais

Résolution et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session d'organisation de 2004

(21 janvier, 4-6, 13, 27 février et 3 mai 2004)

Note : Le texte provisoire des résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session d'organisation de 2004 est distribué pour information. Le texte définitif sera publié dans le *Supplément n° 1 des Documents officiels du Conseil économique et social, 2004* (E/2004/99).



Table des matières

Résolutions

<i>Résolution n°</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Date d'adoption</i>	<i>Page</i>
2004/1	Groupe consultatif spécial pour la Guinée-Bissau (E/2004/L.5 et E/2004/SR.10)	2	3 mai 2004	4
2004/2	Groupe consultatif spécial pour le Burundi (E/2004/L.6 et E/2004/SR.10)	2	3 mai 2004	5

Décisions

<i>Décision n°</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Date d'adoption</i>	<i>Page</i>
2004/201A	Élections, présentations de candidatures, confirmations et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et aux organes apparentés (E/2004/SR.2)	4	4 février 2004	7
2004/201B	Élections, présentations de candidatures, confirmations et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et aux organes apparentés (E/2004/SR. 6)	4	4 février 2004	8
2004/202	Dates de la session de fond de 2004 du Conseil économique et social (E/2004/L.2)	2 et 3	4 février 2004	8
2004/203	Ordre du jour provisoire de la session de fond de 2004 du Conseil économique et social (E/2004/1 et Corr.1, E/2003/L.2 et E/2004/SR.2)	2 et 3	4 février 2004	9
2004/204	Programme de travail de base du Conseil économique et social pour 2005 (E/2004/1)	2 et 3	4 février 2004	19
2004/205	Organisation des travaux de la session de fond de 2004 du Conseil économique et social (E/2004/L.2 et E/2004/SR.2)	2 et 3	4 février 2004	24
2004/206	Débat de la session de fond de 2004 du Conseil économique et social consacré aux activités opérationnelles (E/2004/L.2)	2 et 3	4 février 2004	24
2004/207	Date de la réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social avec les représentants des institutions de Bretton Woods et de l'Organisation mondiale du commerce (E/2004/L.2)	2 et 3	4 février 2004	24
2004/208	Participation d'organisations intergouvernementales aux travaux du Conseil économique et social (E/2004/L.2 et E/2004/SR.2)	2 et 3	4 février 2004	24
2004/209	Demande de transformation de l'Organisation internationale de protection civile en institution spécialisée des Nations Unies (E/2004/6 et E/2004/SR.2)	2	4 février 2004	25

<i>Décision n°</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Date d'adoption</i>	<i>Page</i>
2004/210	Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales [E/2003/32 (Part. III)]	2	4 février 2004	25
2004/211	Ordre du jour provisoire de la session de 2004 du Comité chargé des organisations non gouvernementales et rapport du Comité sur la reprise de sa session de 2003 [E/2003/32 (Part. III)]	2	4 février 2004	29
2004/212	Statut des organisations non gouvernementales et autres grands groupes accrédités au Sommet mondial pour le développement durable (E/2004/L.3 et E/2004/SR.4)	2	6 février 2004	30
2004/213	Thème du point de l'ordre du jour de la session de fond de 2004 du Conseil économique et social relatif à la coopération régionale (E/2004/L.2 et E/2004/SR.5)	2 et 3	13 février 2004	31
2004/214	Bureau de la Commission du développement durable (E/2004/L.4)	2	13 février 2004	32
2004/215	Rapport de la Commission de statistique à sa trente-cinquième session et ordre du jour provisoire de la trente-sixième session de la Commission de statistique (E/2004/24 et E/2004/SR.5)	2	13 février 2004	32
2004/216	Organisations non gouvernementales et grands groupes accrédités au Sommet pour le développement durable pour participer aux douzième et treizième sessions de la Commission du développement durable (E/2004/8, E/2004/SR.5)	2	13 février 2004	35
2004/217	Changement de dates pour la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités « Forum social »	2	27 février 2004	36
2004/218	Application des résolutions 50/277 et 52/12 B de l'Assemblée générale	2	27 février 2004	36
2004/219	Débat de la session de fond de 2004 du Conseil économique et social, consacré aux affaires humanitaires (E/2004/SR.10)	2	3 mai 2004	36

Résolutions

2004/1

Groupe consultatif spécial pour la Guinée-Bissau

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 2002/1 du 15 juillet 2002, dans laquelle il a décidé d'envisager de créer, à la demande de tout pays africain sortant d'un conflit, un groupe consultatif spécial, et sa décision 2002/304 du 25 octobre 2002, dans laquelle il a décidé de créer un tel groupe pour la Guinée-Bissau,

Rappelant également sa résolution 2003/1 du 31 janvier 2003, dans laquelle il a pris acte avec satisfaction du rapport du Groupe consultatif spécial pour la Guinée-Bissau¹, s'est félicité des recommandations qu'il contenait, a approuvé la stratégie de partenariat qu'il définissait et a décidé de proroger le mandat du Groupe consultatif jusqu'à sa session de fond de juillet 2003,

Rappelant en outre sa résolution 2003/53 du 24 juillet 2003, dans laquelle il a pris note avec satisfaction du rapport supplémentaire du Groupe consultatif spécial pour la Guinée-Bissau² et a prorogé le mandat de celui-ci jusqu'à sa session d'organisation de janvier 2004, en le priant de lui soumettre un rapport,

Rappelant sa résolution 2003/50 du 24 juillet 2003, dans laquelle il a réaffirmé la nécessité de procéder à une évaluation des enseignements tirés des premières expériences des groupes consultatifs spéciaux au plus tard à sa session de fond de 2004 et souligné la nécessité d'évaluer aussi les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations formulées par lesdits groupes,

1. *Prend acte* avec satisfaction du rapport du Groupe consultatif spécial pour la Guinée-Bissau³ et le félicite de la recommandation qu'il contient;

2. *Se félicite* des interactions et de la coopération qui se sont durablement établies entre le Conseil économique et social et le Conseil de sécurité, dans les limites de leur mandat respectif, en ce qui concerne la situation en Guinée-Bissau;

3. *Se félicite aussi* des mesures prises par le Gouvernement transitoire de la Guinée-Bissau pour donner effet à la stratégie de partenariat proposée par le Groupe et du soutien que la communauté internationale continue d'apporter à ce gouvernement et aux efforts qu'il fait pour parvenir au développement durable, se félicite également des élections parlementaires récentes, jalon important sur la voie de la restauration du gouvernement démocratique et lance un appel aux pays donateurs pour qu'ils soutiennent l'action entreprise;

4. *Se félicite en outre* de la création du Fonds de gestion économique d'urgence administré par le Programme des Nations Unies pour le développement, comme l'avait recommandé le Groupe dans son rapport initial¹, et des contributions qui y ont été versées, et invite les pays donateurs à fournir par l'intermédiaire de ce fonds une nouvelle assistance d'urgence;

¹ E/2003/8.

² E/2003/95.

³ E/2004/10.

5. *Décide* de proroger le mandat du Groupe consultatif spécial pour la Guinée-Bissau jusqu'à sa session de fond de juillet 2004, pour qu'il puisse suivre la mise en application de ses propres recommandations, la situation humanitaire et les conditions économiques et sociales qui se développent dans le pays et lui faire rapport, le cas échéant, à sa session de fond de juillet 2004;

6. *Décide également* que le Groupe apportera au travail d'évaluation des groupes consultatifs spéciaux la contribution des enseignements qu'il aura tirés de l'exécution de son mandat et de la mise en application de ses recommandations;

7. *Décide en outre* que le Groupe invitera à participer à ses travaux le Président du Conseil économique et social de 2004, le Président du Groupe des Amis de la Guinée-Bissau et le Président du Groupe de travail spécial du Conseil de sécurité sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique;

8. *Prie* le Secrétaire général, le Groupe des Nations Unies pour le développement, les fonds, les programmes et les institutions spécialisées des Nations Unies compétents de continuer à seconder le Groupe consultatif spécial dans l'accomplissement de son mandat et invite les institutions de Bretton Woods à poursuivre en ce sens leur coopération.

2004/2

Groupe consultatif spécial pour le Burundi

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 2002/1 du 15 juillet 2002 relative à la création d'un groupe consultatif spécial pour les pays africains qui sortent d'un conflit, dans laquelle il a décidé d'envisager de créer, à la demande de tout pays africain sortant d'un conflit, un groupe consultatif spécial,

Rappelant également sa résolution 2003/16 du 21 juillet 2003, dans laquelle il a décidé de créer le Groupe consultatif spécial pour le Burundi et a chargé son président de tenir des consultations et de faire des recommandations au sujet de la composition, du mandat et des modalités à retenir pour le Groupe,

Rappelant en outre sa décision 2003/11 du 22 août 2003, dans laquelle il a défini le mandat et la composition du Groupe, et a prié ce dernier de lui soumettre pour la mi-janvier 2004 un rapport sur ses recommandations,

Rappelant sa résolution 2003/50 du 24 juillet 2003, dans laquelle il a réaffirmé la nécessité de procéder à une évaluation des enseignements tirés de ces groupes consultatifs spéciaux à sa session de fond de 2004, et souligné la nécessité d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations formulées par les groupes consultatifs spéciaux,

1. *Prend note* avec intérêt du rapport du Groupe consultatif spécial pour le Burundi⁴, et accueille avec satisfaction ses recommandations;

2. *Se félicite* des mesures prises par le Gouvernement de transition du Burundi pour maintenir la dynamique du processus de paix, consolider celui-ci, et renforcer la promotion de la stabilité, et encourage le Gouvernement de transition à

⁴ E/2004/11.

redoubler d'efforts pour mettre en oeuvre les recommandations du Groupe dans le cadre de son action visant à résoudre les problèmes socioéconomiques que connaît le peuple burundais;

3. *Se félicite également* de l'appui offert par la communauté internationale pour soutenir les efforts du Gouvernement de transition, souligne la nécessité de continuer à apporter une aide d'urgence et un soutien au Burundi, alors qu'il s'engage sur la voie du développement durable, se réjouit à cet égard des résultats du quatrième Forum des partenaires pour le développement du Burundi, qui s'est tenu à Bruxelles les 13 et 14 janvier 2004, et souligne qu'il importe, à titre prioritaire, de concrétiser les engagements pris en fournissant une assistance tangible;

4. *Demande* au Groupe consultatif spécial pour le Burundi de continuer à suivre de près la situation humanitaire et socioéconomique, d'examiner la transition entre les activités de secours et les activités de développement au Burundi, ainsi que la manière dont la communauté internationale soutient ce processus, et de lui en rendre compte, selon qu'il conviendra à sa session de fond, de juillet 2004;

5. *Décide* que le Groupe devrait contribuer à l'évaluation des groupes consultatifs spéciaux du point de vue des enseignements tirés de l'exécution de son mandat et de l'application de ses recommandations;

6. *Décide également* que le Groupe consultatif spécial invitera le Président du Conseil économique et social pour 2004 et le Président du Groupe de travail spécial du Conseil de sécurité sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique à participer à ses travaux;

7. *Prie* le Secrétaire général, le Groupe des Nations Unies pour le développement, et les autres fonds et programmes et institutions spécialisées des Nations Unies concernés par la question, de continuer à aider le Groupe consultatif spécial à s'acquitter de son mandat, et invite les institutions de Bretton Woods à poursuivre leur coopération en ce sens.

Décisions

2004/201 A

Élections, présentations de candidatures, confirmations et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et aux organes apparentés

À sa 2^e séance plénière, le 4 février 2004, le Conseil économique et social a pris les dispositions ci-après au sujet des sièges de ses organes subsidiaires et organes apparentés, devenus vacants :

Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publications

Le Conseil a élu la Malaisie, le Mexique et le Pakistan à des sièges auxquels l'élection avait été différée, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et expirant le 31 décembre 2006.

Le Conseil a reporté à une date ultérieure l'élection de deux membres à choisir parmi les États d'Asie, de deux membres à choisir parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes et de trois membres à choisir parmi les États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et expirant le 31 décembre 2005, ainsi que celle d'un membre choisi parmi les États d'Europe orientale pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et expirant le 31 décembre 2006.

Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme

Le Conseil a élu l'Italie à un siège auquel l'élection avait été différée, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et expirant le 31 décembre 2006.

Le Conseil a reporté à une date ultérieure l'élection de deux membres à choisir parmi les États d'Afrique, d'un membre à choisir parmi les États d'Asie et de deux membres à choisir parmi les États d'Europe orientale, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et expirant le 31 décembre 2006.

Comité des politiques de développement

Le Conseil a nommé les 24 experts dont les noms suivent pour un mandat prenant effet à la date de nomination et expirant le 31 décembre 2006 :

N'Dri Thérèse **Assié-Lumumba** (Côte d'Ivoire), Patricia **Bifani-Richard** (Chili-Italie), Albert **Binger** (Jamaïque), Olav **Bjerkholt** (Norvège), Gui Ying **Cao** (Chine), Eugenio B. **Figuerola** (Chili), Leonid M. **Grigoriev** (Fédération de Russie), Patrick **Guillaumont** (France), Heba **Handoussa** (Égypte), Hiroya **Ichikawa** (Japon), Willene **Johnson** (États-Unis d'Amérique), Marju **Lauristin** (Estonie), P. Jayendra **Nayak** (Inde), Milivoje **Panić** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), Eul Yong **Park** (République de Corée), Carola **Pessino** (Argentine), Suchitra **Punyaratabandhu** (Thaïlande), Sylvia **Saborio** (Costa Rica), Nasser Hassan **Saidi** (Liban), Udo Ernst **Simonis** (Allemagne), Funmi **Togonu-Bickersteth** (Nigéria), Geedreck **Usvatte-Aratchi** (Sri Lanka), Samuel **Wangwe** (République-Unie de Tanzanie) et Kerfalla **Yansane** (Guinée).

Comité d'experts de l'administration publique

Le Conseil a nommé M. **Wang Xiaochu** (Chine) à un siège devenu vacant par suite de la démission de M. **Jin Liqun** (Chine), pour un mandat prenant effet à la date de nomination et expirant le 31 décembre 2005.

Comité d'experts sur le transport des marchandises dangereuses et sur le système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques

Le Conseil a entériné la décision du Secrétaire général d'approuver la demande d'admission de la **Serbie-et-Monténégro** au Sous-Comité du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (Sous-Comité SGH).

2004/201 B

Élections, présentations de candidatures, confirmations et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et aux organes apparentés

À sa 6^e séance plénière, le 27 février 2004, le Conseil économique et social a pris les décisions suivantes concernant les sièges à pourvoir dans ses organes subsidiaires et organes apparentés :

Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme

Le Conseil a élu le **Burkina Faso**, la **République islamique d'Iran** et le **Nigeria** à des sièges auxquels l'élection avait été différée, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et expirant le 31 décembre 2006.

Le Conseil a reporté à une date ultérieure l'élection de deux membres à choisir parmi les États d'Europe orientale pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et expirant le 31 décembre 2006.

Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial

Le Conseil a élu le **Danemark** pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et expirant le 31 décembre 2006, en remplacement de la **Norvège** qui démissionnait du Conseil d'administration.

2004/202

Dates de la session de fond de 2004 du Conseil économique et social

À sa 2^e séance plénière, le 4 février 2004, le Conseil économique et social a décidé d'approuver le changement des dates de sa session de fond de 2004, qui se réunira non pas du 6 au 30 juillet, mais du 28 juin au 23 juillet 2004.

2004/203**Ordre du jour provisoire de la session de fond de 2004
du Conseil économique et social**

À sa 2^e séance plénière, le 4 février 2004, ayant examiné son projet de programme de travail pour 2004 et 2005⁵, le Conseil a adopté l'ordre du jour provisoire de sa session de fond de 2004 :

1. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation**Documentation**

Note du Secrétaire général sur les thèmes proposés pour le débat de haut niveau et le débat consacré aux questions de coordination de la session de fond de 2005 du Conseil (résolution 50/227 de l'Assemblée générale, annexe I).

Débat de haut niveau**2. Mobilisation des ressources et conditions à réunir pour éliminer
la pauvreté dans le contexte de l'application du Programme d'action
en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010****Documentation**

Rapport du Secrétaire général sur le thème du débat (décision 2003/287 du Conseil)

La situation économique et sociale dans le monde, 2004 (chap. I)

Partie pertinente du rapport du Comité des politiques de développement sur les travaux de sa sixième session. Le Conseil a reporté à sa session d'organisation de 2004 l'examen du chapitre IV du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquième session (décision 2003/316 du Conseil)

**Débat consacré aux activités opérationnelles du système
des Nations Unies au service de la coopération internationale
pour le développement****3. Activités opérationnelles des Nations Unies au service de la coopération
internationale pour le développement****a) Suite donnée aux recommandations de politique générale de l'Assemblée générale
et du Conseil****Documentation**

Rapport du Secrétaire général sur l'examen triennal des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (résolutions 35/81, 53/192 et 56/201 de l'Assemblée générale et résolution 2003/3 du Conseil)⁶

Rapport du Secrétaire général sur les résultats de l'évaluation des progrès réalisés dans l'application du bilan commun de pays et du Plan-cadre des Nations Unies

⁵ E/2004/1 et Corr.1.

⁶ Sera présenté à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social.

pour l'aide au développement ainsi que de leur impact sur les activités opérationnelles au niveau local (résolution 56/201 de l'Assemblée générale)⁶

Rapport du Secrétaire général sur les statistiques détaillées concernant les activités opérationnelles de développement pour 2002 (résolution 35/81 de l'Assemblée générale)⁶

Note du Secrétaire général transmettant le rapport d'activité de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement sur la mise en œuvre du Fonds mondial de solidarité (résolution 2003/4 du Conseil)

b) Rapports des conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et du Programme alimentaire mondial

Documentation

Rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population sur les travaux de sa première session ordinaire et de sa session annuelle (résolutions 48/162, annexe, et 56/201 de l'Assemblée générale et résolution 1995/51 du Conseil)

Rapport annuel de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement et du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population (ibid.)

Rapports du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur les travaux de sa première session ordinaire et de sa session annuelle (ibid.)

Rapport annuel du Directeur général du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (ibid.)

Rapport du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial sur les travaux de ses sessions de 2003 (ibid.)

Rapport annuel du Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (résolutions 50/8 et 56/201 de l'Assemblée générale et résolution 1995/51 du Conseil)

Débat consacré aux questions de coordination

4. Coordination des politiques et activités des institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies liées aux thèmes suivants (résolution 45/264, annexe, de l'Assemblée générale)

a) Examen et évaluation de l'application à l'échelle du système des conclusions concertées 1997/2 du Conseil sur l'intégration d'une perspective sexospécifique dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'examen et l'évaluation de l'application à l'échelle du système des conclusions concertées 1997/2 du Conseil sur l'intégration d'une perspective sexospécifique dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies (résolution 2003/49 et décision 2003/287 du Conseil)

- b) Approche coordonnée et intégrée du système des Nations Unies visant à promouvoir le développement rural dans les pays en développement, en particulier dans les pays les moins avancés, en vue d'éliminer la pauvreté et d'instaurer un développement durable**

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'approche coordonnée et intégrée du système des Nations Unies visant à promouvoir le développement rural dans les pays en développement, en particulier dans les pays les moins avancés, en vue d'éliminer la pauvreté et d'instaurer un développement durable (décision 2003/287 du Conseil)

Débat consacré aux affaires humanitaires

- 5. Assistance économique spéciale, aide humanitaire et secours en cas de catastrophe**

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis relativement au renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies (résolutions 58/114 de l'Assemblée générale et 2003/5 du Conseil)⁶

Rapport du Secrétaire général sur l'assistance au Mozambique (résolution 57/104 de l'Assemblée générale)⁶

Débat général

- 6. Application et suivi des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies**

Documentation

Rapport actualisé du Secrétaire général sur le rôle du Conseil économique et social dans l'application et le suivi intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies, compte tenu des dispositions de la résolution 57/270 B de l'Assemblée générale (résolution 2003/6 du Conseil)

- a) Suites données à la Conférence internationale sur le financement du développement**

Documentation

Résumé des travaux de la réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social avec les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce, établi par le Président (résolution 58/230 de l'Assemblée générale)

b) Examen et coordination de l'application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010

Documentation

Rapport annuel du Secrétaire général sur l'exécution du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010 (résolutions 58/228 de l'Assemblée générale et 2003/17 du Conseil)⁶

7. Questions de coordination, questions relatives au programme et autres questions

a) Rapport des organes de coordination

Documentation

Rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa quarante-quatrième session

Rapport d'ensemble annuel pour 2003 du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination

b) Projet de cadre stratégique pour l'exercice biennal 2006-2007

Documentation

Chapitres pertinents du projet de cadre stratégique pour l'exercice biennal 2006-2007

Rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa quarante-quatrième session

c) Coopération internationale dans le domaine de l'informatique

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur les mesures prises face à la nécessité d'harmoniser et d'améliorer les systèmes informatiques de l'Organisation des Nations Unies en vue de leur utilisation et de leur accessibilité optimales par tous les États, y compris les conclusions du Groupe de travail ad hoc à composition non limitée sur l'informatique et l'évaluation de ses travaux et de sa mission (résolution 2003/48 du Conseil)

d) Programme à long terme d'aide à Haïti

Documentation

Rapport du Secrétaire général (résolution 2003/46 du Conseil)

e) Intégration d'une perspective sexospécifique dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur la suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et l'application intégrale de la Déclaration et du Plan d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, y compris les progrès réalisés dans l'intégration d'une perspective sexospécifique (résolutions 58/148 de l'Assemblée générale et 2003/49 du Conseil)⁶

Rapport du Secrétaire général sur l'examen et l'évaluation de l'application à l'échelle du système des conclusions concertées 1997/2 du Conseil sur l'intégration d'une perspective sexospécifique dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies (résolution 2003/49 et décision 2003/287 du Conseil)

f) Groupes consultatifs spéciaux pour les pays africains qui sortent d'un conflit

Documentation

Rapport du Secrétaire général (résolution 2003/50 du Conseil)

g) Groupe d'étude des Nations Unies sur les technologies de l'information et des communications

Documentation

Deuxième rapport annuel du Secrétaire général sur le Groupe d'étude des Nations Unies sur les technologies de l'information et des communications (décision 2001/210 du Conseil)

h) Tabac ou santé

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur les travaux de l'Équipe spéciale interorganisations de lutte contre le tabac (décision 2002/242 du Conseil)

8. Application des résolutions 50/227 et 52/12 B de l'Assemblée générale

Le Conseil a reporté l'examen de ce point à sa session d'organisation de 2004 (décision 2003/314 du Conseil)

9. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien (résolutions 57/147 de l'Assemblée générale et 2100 (LXIII) du Conseil)⁶

Rapport du Président du Conseil sur les consultations tenues avec le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (résolution 2003/51 du Conseil)

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (résolution 2003/51 du Conseil)

10. Coopération régionale

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur la coopération régionale (décision 1979/1 du Conseil)

Résumé de l'étude sur la situation économique de l'Europe, 2003

Résumé de l'étude sur la situation économique et sociale de l'Afrique, 2003

Résumé de l'étude sur la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique, 2004

Résumé de l'étude sur la situation économique de l'Amérique latine et des Caraïbes, 2003

Résumé de l'évolution économique et sociale de la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, 2003-2004

11. Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe du Golan syrien occupé

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 2003/59 du Conseil⁶

12. Organisations non gouvernementales

Documentation

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales (résolutions 3 (II) et 1996/31 et décision 1995/304 du Conseil)

13. Questions relatives à l'économie et à l'environnement

Documentation

Rapport de synthèse du Secrétaire général sur les travaux des commissions techniques du Conseil (conclusions concertées 2002/1 du Conseil)

a) Développement durable

Documentation

Rapport de la Commission du développement durable sur les travaux de sa douzième session (décision 1993/207 du Conseil). Le Conseil a reporté l'examen des décisions 11/1 et 11/2 figurant dans le rapport de la Commission sur les travaux de sa onzième session (décision 2003/316 du Conseil)

Rapport du Comité des politiques de développement sur les travaux de sa sixième session (résolutions 1079 (XXXIX), 1625 (LI) et 2000/34 du Conseil). Le Conseil a reporté à sa session d'organisation de 2004 l'examen du chapitre IV du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquième session (décision 2003/16 du Conseil)

Rapport du Secrétaire général sur la coopération et la coordination interinstitutions à l'échelle du système pour la mise en œuvre d'Action 21, du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21 et du Plan de mise en œuvre de Johannesburg (résolution 58/218 de l'Assemblée générale)⁶

b) Science et technique au service du développement**Documentation**

Rapport de la Commission des sciences et des techniques au service du développement sur les travaux de sa septième session (résolution 46/235 de l'Assemblée générale, annexe)

Note du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmettant le rapport du Secrétaire général de l'Union internationale des télécommunications sur la première phase et les préparatifs de la deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information (résolution 57/238 de l'Assemblée générale)⁶

c) Statistiques**Documentation**

Rapport de la Commission de statistique sur les travaux de sa trente-cinquième session (résolutions 8 (I), 8 (II) et 1566 (L) et décision 2002/298 du Conseil). Le Conseil a reporté à sa session d'organisation de 2004 l'examen du rapport de la Commission sur les travaux de sa trente-quatrième session (décision 2003/317 du Conseil)

d) Établissements humains**Documentation**

Rapport du Secrétaire général sur l'application coordonnée du Programme pour l'habitat (résolution 2003/62 du Conseil)

e) Environnement**Documentation**

Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les travaux de sa huitième session extraordinaire (résolutions 2997 (XXVII) et 53/242 de l'Assemblée générale)⁶

Rapport du Secrétaire général sur les produits nocifs pour la santé et l'environnement (résolutions 39/229 de l'Assemblée générale et 2001/33 du Conseil)⁶

f) Population et développement**Documentation**

Rapport de la Commission de la population et du développement sur les travaux de sa trente-septième session (résolution 48/128 de l'Assemblée générale et décision 2003/229 du Conseil)

g) Administration publique et développement

Rapport du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de sa troisième session (résolution 2003/60 du Conseil)

h) Coopération internationale en matière fiscale

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur les travaux du Groupe spécial d'experts de la coopération internationale en matière fiscale sur les travaux de sa onzième réunion (résolutions 1273 (XLIII) et 1765 (LIV) et décision 2002/231 du Conseil)

i) Forum des Nations Unies sur les forêts

Documentation

Rapport du Forum des Nations Unies sur les forêts sur les travaux de sa quatrième session (résolution 2000/35 et décision 2003/298 du Conseil)

j) Assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'application des dispositions de la Charte des Nations Unies relatives à l'assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions, et documents d'information pertinents (résolution 58/80 de l'Assemblée générale)

Note du Secrétaire général sur l'assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions

k) Cartographie

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur la vingt-deuxième session du Groupe d'experts des Nations Unies sur les noms géographiques (résolutions 715 A (XXVII) et 1314 (XLIV), et décision 2003/294)

Rapport du Secrétaire général sur la seizième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (résolution 476 (XV) du Conseil)

l) Les femmes et le développement

Documentation

Chapitres pertinents du rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa quarante-huitième session (résolutions 42/178 de l'Assemblée générale et 1987/24 du Conseil)

14. Questions sociales et questions relatives aux droits de l'homme

Documentation

Rapport de synthèse du Secrétaire général sur les travaux des commissions techniques du Conseil (conclusions concertées 2002/1 du Conseil)

a) Promotion de la femme

Documentation

Rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa quarante-huitième session (résolutions 11 (II) et 1147 (XLI) du Conseil)

Rapport du Secrétaire général sur la suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et l'application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, y compris les progrès accomplis dans l'intégration d'une perspective sexospécifique (résolutions 58/48 de l'Assemblée générale et 2003/49 du Conseil)⁶

Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (art. 21 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes)⁶

Rapport du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (résolutions 1998 (LX) et 2003/57 du Conseil)

Rapport du Directeur de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme sur la revitalisation et le renforcement de l'Institut (résolution 2003/57 du Conseil)

b) Développement social

Documentation

Rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa quarante-deuxième session (résolution 10 (III) et décision 2003/230 du Conseil)

c) Prévention du crime et justice pénale

Documentation

Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa treizième session (résolution 1992/1 et décision 2003/233 du Conseil)

Rapport du Secrétaire général sur les préparatifs du onzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (résolution 58/38 de l'Assemblée générale)⁶

d) Stupéfiants

Documentation

Rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa quarante-septième session (résolution 9 (I) et décision 2003/235 du Conseil)

Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (art. 15 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961; art. 18 de la Convention sur les substances psychotropes de 1971; et art. 23 de la Convention des Nations Unies de 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes)

e) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Rapport oral du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (résolution 58/153 de l'Assemblée générale)

f) Application du Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'application du Programme d'action pour la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et le suivi de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (résolutions 48/91 et 58/160 de l'Assemblée générale)

g) Droits de l'homme

Documentation

Rapport de la Commission des droits de l'homme sur les travaux de sa soixantième session (résolutions 5 (I) et 9 (II) du Conseil)

Rapport du Comité des droits de l'homme (art. 45 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques)⁶

Rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (résolutions 1988 (LX) et 1985/17 du Conseil)

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (résolution 48/141 de l'Assemblée générale)⁶

Rapport du Comité des droits de l'enfant (résolution 44/25, annexe, de l'Assemblée générale)⁶

h) Instance permanente sur les questions autochtones

Documentation

Rapport de l'Instance permanente sur les questions autochtones sur les travaux de sa troisième session (résolution 2002/22 et décision 2003/305 du Conseil)

Rapport du Secrétaire général sur les informations concernant les questions autochtones demandé au paragraphe e) de la décision 2001/316 du Conseil (décisions 2002/286 et 2003/307 du Conseil)

Rapport du Coordonnateur de la Décennie internationale des populations autochtones sur les activités entreprises par les organismes des Nations Unies en relation avec la Décennie (résolution 50/157 de l'Assemblée générale, annexe)

i) Confidentialité des données génétiques et non-discrimination

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur les informations et les observations reçues des gouvernements et des organisations et commissions techniques internationales pertinentes comme suite à la résolution 2001/39 et à la décision 2003/232 du Conseil

2004/204**Programme de travail de base du Conseil économique et social pour 2005**

À sa 2^e séance plénière, le 4 février 2004, le Conseil économique et social, après avoir examiné le projet de programme de travail pour 2004 et 2005⁵, a pris acte de la liste ci-après des questions à inscrire à son programme de travail pour 2005⁷ :

Session de fond de 2005**A. Débat de haut niveau**

[Thème(s) à déterminer]

Documentation

La situation économique et sociale dans le monde, 2005

B. Débat consacré aux activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement**Activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement**

[Thème(s) à déterminer]

Suivi des recommandations de politique générale de l'Assemblée générale***Rapports des Conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et du Programme alimentaire mondial*****Documentation**

Rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population sur les travaux de sa première session ordinaire et de sa session annuelle (résolutions 48/162, annexe, et 56/201 de l'Assemblée générale et résolution 1995/51 du Conseil)

Rapport annuel de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement et du Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population (ibid.)

Rapports du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur les travaux de sa première session ordinaire et de sa session annuelle (ibid.)

Rapport annuel du Directeur général du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (ibid.)

⁷ Voir E/2004/1, sect. II.

Rapport du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial sur les travaux de ses sessions de 2002 (ibid.)

Rapport annuel du Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (résolutions 50/8 et 56/201 de l'Assemblée générale, et résolution 1995/51 du Conseil)

C. Débat consacré aux questions de coordination

Coordination des politiques et activités des institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies liées au thème suivant

[Thème(s) à déterminer]

D. Débat consacré aux affaires humanitaires

Assistance économique spéciale, aide humanitaire et secours en cas de catastrophe

E. Débat général

Application et suivi intégrés et coordonnés des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies

Examen et coordination de l'application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2001-2010

Question de coordination, questions relatives au programme et autres questions

Rapports des organes de coordination

Documentation

Rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa quarante-cinquième session

Rapport d'ensemble annuel, pour 2004, du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007

Documentation

Chapitres pertinents du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007

Rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa quarante-cinquième session

Programme commun des Nations Unies sur le virus de l'immunodéficience humaine et le syndrome d'immunodéficience acquise (ONUSIDA)

Documentation

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Directeur exécutif du Programme commun des Nations Unies sur le virus de l'immunodéficience humaine

et le syndrome d'immunodéficience acquise (ONUSIDA) (résolution 2003/18 du Conseil)

Application des résolutions 50/227 et 52/12 B de l'Assemblée générale

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien (résolution 2100 (LXIII) du Conseil)⁶

Coopération régionale

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur la coopération régionale (décision 1979/1 du Conseil)

Résumés des études sur la situation économique des cinq régions établis par les commissions régionales (résolution 1724 (LIII) du Conseil)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport des Secrétaires exécutifs de la Commission économique pour l'Afrique et de la Commission économique pour l'Europe sur la liaison fixe Europe-Afrique à travers le détroit de Gibraltar (résolution 2003/52 du Conseil)

Organisations non gouvernementales

Documentation

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales (résolutions 3 (II) et 1996/31 et décision 1995/304 du Conseil)

Questions relatives à l'économie et à l'environnement

Développement durable

Documentation

Rapport de la Commission du développement durable sur sa treizième session (décision 1993/207 du Conseil)

Rapport du Comité des politiques de développement sur les travaux de sa septième session (résolutions 1079 (XXXIX), 1625 (LI) et 2000/34 du Conseil)

Science et technique au service du développement

Documentation

Rapport de la Commission de la science et de la technique au service du développement sur les travaux de sa huitième session (résolution 46/235, annexe, de l'Assemblée générale)

Forum des Nations Unies sur les forêts

Documentation

Rapport du Forum des Nations Unies sur les forêts sur les travaux de sa cinquième session (résolution 2000/35 du Conseil)

Population et développement

Documentation

Rapport de la Commission de la population et du développement sur les travaux de sa trente-huitième session (résolution 49/128 de l'Assemblée générale et décision 1995/209 du Conseil)

Statistiques

Documentation

Rapport de la Commission de statistique sur les travaux de sa trente-sixième session (résolutions 1768 (LIV) et 1999/8 du Conseil)

Environnement

Documentation

Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les travaux de sa vingt-quatrième session ordinaire (résolution 2997 (XXVII) de l'Assemblée générale)⁶

Transport de marchandises dangereuses

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur les travaux du Comité d'experts sur le transport de marchandises dangereuses et sur le Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (résolution 2003/64 du Conseil)

Établissements humains

Documentation

Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains sur les travaux de sa vingtième session (résolutions 32/162 et 56/206 de l'Assemblée générale)⁶

Questions sociales et questions relatives aux droits de l'homme

Promotion de la femme

Documentation

Rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa quarante-neuvième session (résolutions 11 (II) et 1147 (XLI) du Conseil)

Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (art. 21 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes)⁶

Rapport du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme [résolutions 1998 (LX) et 2003/57 du Conseil]

Développement social

Documentation

Rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa quarante-troisième session (résolutions 10 (III) et 1996/7 du Conseil)

Prévention du crime et justice pénale

Documentation

Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa quatorzième session (résolution 1992/1 du Conseil)

Stupéfiants

Documentation

Rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa quarante-huitième session (résolution 9 (I) du Conseil)

Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants (art. 15 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961; art. 18 de la Convention sur les substances psychotropes de 1971; et art. 23 de la Convention des Nations Unies de 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes)

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Rapport oral du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (résolution 58/153 de l'Assemblée générale)

Droits de l'homme

Documentation

Rapport de la Commission des droits de l'homme sur les travaux de sa soixante et unième session (résolutions 5 (I) et 9 (II) du Conseil)

Rapport du Comité des droits de l'homme (art. 45 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques)⁶

Rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (résolutions 1988 (LX) et 1985/17 du Conseil)

Rapport du Comité des droits de l'enfant (résolution 44/25, annexe, de l'Assemblée générale)

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (résolution 48/141 de l'Assemblée générale)⁶

Instance permanente sur les questions autochtones

Documentation

Rapport de l'Instance permanente sur les questions autochtones sur les travaux de sa quatrième session (résolution 2000/22 du Conseil)

2004/205

Organisation des travaux de la session de fond de 2004 du Conseil économique et social

À sa 2^e séance plénière, le 4 février 2004, le Conseil économique et social a décidé ce qui suit concernant l'organisation des travaux de sa session de fond de 2004 :

- a) Le débat de haut niveau se tiendra du 28 au 30 juin 2004;
- b) Le débat consacré aux questions de coordination se tiendra du 1^{er} au 7 juillet 2004;
- c) Le débat consacré aux activités opérationnelles se tiendra du 7 au 9 juillet 2004;
- d) Le débat consacré aux affaires humanitaires se tiendra du 10 au 14 juillet 2004;
- e) Le débat général se tiendra du 15 au 22 juillet 2004.

2004/206

Débat de la session de fond de 2004 du Conseil économique et social consacré aux activités opérationnelles

À sa 2^e séance plénière, le 4 février 2004, le Conseil économique et social a décidé que les travaux du débat de sa session de fond de 2004 consacré aux activités opérationnelles devraient porter sur « L'examen triennal des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies et l'application des résolutions 56/201 de l'Assemblée générale et 2003/3 du Conseil ».

2004/207

Date de la tenue de la réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social avec les représentants des institutions de Bretton Woods et de l'Organisation mondiale du commerce

À sa 2^e séance plénière, le 4 février 2004, le Conseil économique et social a décidé que sa réunion spéciale de haut niveau avec les représentants des institutions de Bretton Woods et de l'Organisation mondiale du commerce se tiendrait le 26 avril 2004 au Siège.

2004/208

Participation d'organisations intergouvernementales aux travaux du Conseil économique et social

À sa 2^e séance plénière, le 4 février 2004, le Conseil économique et social a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa session d'organisation de 2004 la demande

de statut d'observateur auprès du Conseil présentée par l'organisation intergouvernementale Fondation Déserts du monde⁸.

2004/209

Demande de transformation de l'Organisation internationale de protection civile en institution spécialisée des Nations Unies

À sa 2^e séance plénière, le 4 février 2004, le Conseil économique et social a décidé de reporter jusqu'à nouvel ordre, à la demande de l'Organisation internationale de protection civile, l'examen de la demande de transformation de l'Organisation, organisation intergouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil, en institution spécialisée des Nations Unies⁹.

2004/210

Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales¹⁰

À sa 2^e séance plénière, le 4 février 2004, le Conseil économique et social a décidé :

a) D'octroyer le statut consultatif aux 69 organisations non gouvernementales suivantes :

Statut consultatif spécial

Actions on Gender and Citizenship and Development

African Canadian Legal Clinic

Alliance mondiale pour l'allaitement maternel

American Planning Association

Arcidonna Onlus

Asociación de Familias y Mujeres del Medio Rural

Association internationale des avocats de la défense

Association jeunesse action développement

Avocats sans frontières

Bureau d'aide sociale de l'Église protestante allemande

Center for International Rehabilitation

Centre national pour le développement durable

Charitable Institute for Protecting Social Victims

Chilean Corporation for Children and Youth Rights

Comité de coordination des ONG

⁸ E/2004/7.

⁹ Voir E/2004/6.

¹⁰ Voir E/2003/32 (Part III).

Comité des travailleurs japonais pour les droits de l'homme
Comité national d'entraide de la jeunesse et de l'enfance
Conférence chrétienne d'Asie
Conseil soudanais des associations bénévoles
Drug Abuse Information, Rehabilitation and Research Centre
Family Action Foundation
Fédération des organisations non gouvernementales du Sénégal
Femmes solidaires
Fondation Antonio Restrepo Barco
Fondation Mohamed V pour la solidarité
Fondation turque pour la lutte contre l'érosion des sols
Fondation UMUT
Forum asiatique pour les droits de l'homme et le développement
Forum international des ONG pour le développement indonésien
Foundation Partners for Local Development
Friends' Society in Social Service
Global 2000 International
Green Front of Iran
Haywood Burns Environmental Education Center
Human Rights Information and Training Center
International Academy of the Ecology and Life Protection Sciences
International Cooperation
International Native Tradition Interchange
Jeunesse horizon
Kenya Medical Women's Association
Kindernothilfe
Lay Movement for Latin America
Links
Lokmanya Public Charitable Trust
Mouvement public russe pour les droits civils
Myochika
National Association of University Women of Romania
One World Trust
Partnership for Indigenous Peoples Environment (PIPE)

People with Disabilities Uganda
 Press Council
 Prix Zayed international de l'environnement
 Project One
 Right to Play
 Romanian Youth Association for United Nations
 South Asia Partnership International
 Women Cultural Society
 Women's Rights Movement of the Philippines
 World Population Foundation

Liste

American Anthropological Association
 Australian Association of Yoga in Daily Life
 Comité nigérien sur les pratiques traditionnelles ayant effet sur la santé des femmes et des enfants
 Disarmament Archives
 Fire Rescue Development Programme
 Fondation Heinrich Boell
 Fondation Nour
 Foundation for Research on Technology Migration and Integration
 International Paint and Printing Ink Council
 Outreach Trust

b) De procéder au reclassement d'une organisation non gouvernementale auparavant admise au statut spécial, en lui octroyant le statut consultatif général :

Statut consultatif général

World Vision International

c) De procéder au reclassement de deux organisations non gouvernementales déjà inscrites sur la liste, en leur octroyant le statut consultatif spécial :

Statut consultatif spécial

Association mondiale des grandes métropoles
 Confédération syndicale mondiale des enseignants

d) De prendre note des rapports quadriennaux des 52 organisations ci-après (la période considérée est indiquée entre parenthèses) :

Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud (1998-2001)

All India Women's Education Fund Association (1999-2002)

Association des femmes rurales pour la protection de l'environnement (1999-2002)

Association internationale contre la narcomanie et le trafic de stupéfiants (1997-2000)

Association internationale des ports (1998-2001)

Association internationale pour le bénévolat (1999-2002)

Association mondiale de la route (1998-2001)

Association mondiale des organisations de recherche industrielle et technologique (1999-2002)

Association nationale des économistes de Cuba (1997-2000)

Association pour la promotion de l'emploi et du logement (1998-2001)

Association pour la protection de la nature et de l'environnement (Kairouan) (1997-2000)

Brahma Kumaris World Spiritual University (1998-2001)

Centre de recherches et de promotion pour la sauvegarde des sites et monuments historiques en Afrique (1998-2001)

Centre Europe-Tiers monde (1998-2001)

Chambre de commerce internationale (1998-2001)

CITYNET – Réseau régional des autorités locales pour la gestion des établissements humains (1999-2002)

Cohort for Research on Environment, Urban Management and Human Settlements (1998-2001)

Congrégations de Saint-Joseph (1999-2002)

Conseil international de réadaptation pour les victimes de la torture (1996-1999)

Conseil international des aéroports (1998-2001)

Conseil international des associations chimiques (1998-2001)

Conseil international des femmes (1999-2002)

Fédération européenne des femmes actives au foyer (1998-2001)

Fédération internationale des centres sociaux et communautaires (1998-2001)

Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales (1999-2002)

Fédération internationale pour le développement de la famille (1999-2002)

Fédération mondiale des organisations de femmes ukrainiennes (1998-2001)

Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants (1998-2001)

Fondation de recherche et d'études culturelles himalayennes (1999-2002)

Fondation pour les droits de la famille (1999-2002)

Fonds à la mémoire de Robert F. Kennedy (1997-2000)
 Forum asiatique de parlementaires sur la population et le développement (1996-1999)
 France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand (1995-1998)
 Global Volunteers (1999-2002)
 Institut ibéro-américain du droit aéronautique et de l'espace et de l'aviation commerciale (1996-1999)
 Institut islamique africano-américain (1998-2001)
 Institut Miramed (1998-2001)
 International First Aid Society (1998-2001)
 Japan Federation of Bar Associations (1999-2002)
 Korean Institute for Women and Politics (1999-2002)
 National Society for Human Rights (1997-2000)
 Nature Conservancy (1996-1999)
 New Humanity (1999-2002)
 ORBICOM, Réseau des chaires UNESCO en communication (1997-2000)
 Organisation tunisienne de l'éducation et de la famille (1997-2000)
 South-North Development Initiative (1996-1999)
 Together Foundation for Global Unity (1996-1999)
 Union internationale des architectes (1997-2000)
 Women Justice Program (1999-2002)
 World LPGas Association (1997-2000)
 World Safety Organization (1995-1998)

2004/211

Ordre du jour provisoire de la session de 2004 du Comité chargé des organisations non gouvernementales et rapport du Comité sur les travaux de la reprise de sa session de 2003

À sa 2^e séance plénière, le 4 février 2004, le Conseil économique et social a :

- a) Pris note du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2003;
- b) Décidé que le Comité tiendrait sa session de 2004 du 10 au 28 mai 2004;
- c) Approuvé l'ordre du jour provisoire et la documentation de la session de 2004 du Comité, tels que présentés ci-après :

Ordre du jour provisoire

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :
 - a) Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sa session antérieure;
 - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement.
4. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général ou spécial auprès du Conseil économique et social dont l'examen avait été reporté.
5. Renforcement de la Section des organisations non gouvernementales du Secrétariat.
6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, notamment du processus d'accréditation des représentants d'organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :
 - a) Processus d'accréditation des représentants d'organisations non gouvernementales;
 - b) Examen des organisations dont les caractéristiques ne sont pas strictement conformes aux dispositions de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social;
 - c) Examen des questions inscrites à l'ordre du jour du Groupe de travail officieux;
 - d) Autres questions connexes.
7. Application de la décision 2001/295 du Conseil économique et social.
8. Examen des rapports spéciaux.
9. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
10. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2005 du Comité.
11. Adoption du rapport du Comité.

2004/212

Statut des organisations non gouvernementales et autres grands groupes accrédités au Sommet mondial pour le développement durable

À sa 4^e séance plénière, le 6 février 2004, le Conseil économique et social :

a) A décidé que, sous réserve de son approbation, les organisations non gouvernementales et autres grands groupes accrédités au Sommet mondial pour le développement durable¹¹ pouvaient participer au premier cycle d'application de deux ans de la Commission du développement durable¹², conformément au règlement intérieur de ses commissions techniques;

b) A souligné que cette décision était prise à titre exceptionnel, sans préjudice des règles de l'Organisation des Nations Unies, en particulier les dispositions de sa résolution 1996/31 relative à l'accréditation et à la participation des organisations non gouvernementales et autres grands groupes à ses travaux et à ceux de ses organes subsidiaires, et ne constituait pas un précédent;

c) A souligné aussi que cette décision s'appliquait aux organisations non gouvernementales et autres grands groupes accrédités au Sommet mondial pour le développement durable qui auraient présenté une demande de statut consultatif auprès de lui ou exprimé, au cours du premier cycle d'application de deux ans, de préférence avant le 14 avril 2004, leur souhait de participer à ce cycle;

d) A décidé que les règles de l'Organisation des Nations Unies régissant l'accréditation et la participation des organisations non gouvernementales et autres organes à ses travaux et à ceux de ses organes subsidiaires s'appliquaient aux organisations non gouvernementales et autres grands groupes accrédités au Sommet mondial pour le développement durable qui souhaitaient participer aux sessions de la Commission du développement durable qui suivraient le cycle d'application de deux ans;

e) A souligné que, dans ce contexte, la possibilité d'examiner les demandes des organisations non gouvernementales et autres grands groupes à temps pour les futures sessions de la Commission dépendrait de la date à laquelle elles auraient été présentées à celle-ci;

f) A invité le Comité chargé des organisations non gouvernementales à examiner, dans les meilleurs délais, ces demandes conformément aux règles et aux pratiques en vigueur à l'Organisation des Nations Unies;

g) A demandé au Secrétaire général de diffuser largement cette décision par les voies appropriées, afin de faciliter la participation des organisations non gouvernementales de toutes les régions du monde.

2004/213

Thème du débat de la session de fond de 2004 du Conseil économique et social relatif à la coopération régionale

À sa 5^e séance plénière, le 13 février 2004, le Conseil économique et social a décidé que le point de l'ordre du jour du débat de sa session de fond de 2004 relatif à la coopération régionale devrait avoir pour thème « L'informatique au service du développement : une perspective régionale ».

¹¹ Voir E/2004/8.

¹² Douzième et treizième sessions de la Commission du développement durable.

2004/214

Bureau de la Commission du développement durable

À sa 5^e séance plénière, le 13 février 2004, le Conseil économique et social,

Prenant note de la décision 11/2 adoptée par la Commission du développement durable à sa onzième session¹³,

Rappelant sa résolution 2003/61 du 25 juillet 2003 intitulée « Futur programme, organisation et méthodes de travail de la Commission du développement durable », qui a notamment abouti à l'adoption, par la Commission, d'un programme de travail pluriannuel comportant des cycles d'application (une session d'examen et une session directive),

a) A noté que le mandat actuel du Bureau de la Commission du développement durable était d'une année;

b) A décidé de poursuivre l'examen du mandat de la Commission du Bureau pour les sessions qui suivraient la fin du premier cycle d'application de deux ans¹², en 2005, à sa session de fond.

2004/215

Rapport de la Commission de statistique sur les travaux de sa trente-quatrième session et ordre du jour provisoire et documentation de la trente-cinquième session de la Commission

À sa 5^e séance plénière, le 13 février 2004, le Conseil économique et social :

a) A pris note du rapport de la Commission de statistique sur les travaux de sa trente-quatrième session;

b) A décidé que la trente-cinquième session de la Commission se tiendrait à New York du 2 au 5 mars 2004;

c) A approuvé l'ordre du jour provisoire et la documentation de la trente-cinquième session de la Commission tels qu'ils figurent ci-après.

Ordre du jour provisoire et documentation de la trente-cinquième session de la Commission de statistique

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.

Documentation

Ordre du jour provisoire et annotations

Note du Secrétariat sur l'organisation des travaux de la session

Note du Secrétariat sur l'état d'avancement de la documentation pour la session

¹³ Documents officiels du Conseil économique et social, 2003, Supplément n° 9 (E/2003/29), chap.I.A.

3. Statistiques démographiques et sociales :

- a) Statistiques des établissements humains;

Documentation

Rapport du Programme des Nations Unies pour les établissements humains

- b) Statistiques sanitaires;

Documentation

Rapport des Amis de la présidence sur les statistiques sanitaires

- c) Statistiques sociales (examen du programme);

Documentation

Rapport du groupe d'experts des statistiques sanitaires

Rapport du Secrétaire général

- d) Statistiques sur les drogues et l'abus de drogues;

Documentation

Rapport de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

- e) Groupe de Paris sur la rémunération et l'emploi;

Documentation

Rapport du Groupe de Paris sur la rémunération et l'emploi

- f) Statistiques de la pauvreté;

Documentation

Rapport du Groupe de Rio sur les statistiques de la pauvreté

Rapport du Secrétaire général

- g) Groupe de Sienne sur les statistiques sociales.

Documentation

Rapport du Groupe de Sienne sur les statistiques sociales

4. Statistiques économiques :

- a) Comptabilité nationale;

Documentation

Rapport de l'Équipe spéciale de la comptabilité nationale

- b) Statistiques des technologies de l'information et de la communication;

Documentation

Rapport de l'Union internationale des télécommunications

- c) Statistiques des services;

Documentation

Rapport du Groupe de Voorburg sur les statistiques des services

Rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques

d) Statistiques du tourisme;

Documentation

Rapport de l'Organisation mondiale du tourisme

e) Programme de comparaison internationale;

Documentation

Rapport de la Banque mondiale

f) Statistiques des sciences et des technologies;

Documentation

Rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

g) Table ronde sur les bases d'enquêtes entreprises;

Documentation

Rapport de la Table ronde sur les bases d'enquêtes entreprises

h) Groupe de Delhi sur les statistiques du secteur informel.

Documentation

Rapport du Groupe de Delhi sur les statistiques du secteur informel

5. Ressources naturelles et comptabilité environnementale.

Documentation

Rapport du Groupe de Londres sur la comptabilité environnementale

Rapport du Secrétaire général

6. Activités non classées par domaine :

a) Diffusion des statistiques, y compris directives de diffusion sur Internet;

Documentation

Rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques

b) Application des principes fondamentaux des statistiques officielles;

Documentation

Rapport du Secrétaire général

c) Classifications économiques et sociales internationales;

Documentation

Rapport du Secrétaire général

d) Renforcement des capacités statistiques;

Documentation

Rapport du Comité directeur du Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle

- e) Normes ouvertes communes d'échange et de mise en commun de données et de métadonnées;

Documentation

Rapport de l'Initiative d'échange de données et de métadonnées statistiques

- f) Développement des méthodes : synthèse;

Documentation

Rapport du Secrétaire général

- g) Indicateurs;

Documentation

Rapport du Secrétaire général

- h) Suite donnée aux décisions de politique générale du Conseil économique et social;

Documentation

Rapport du Secrétaire général

- i) Coordination et intégration des programmes statistiques;

Documentation

Rapport du Comité de coordination des activités statistiques sur ses travaux

- j) Questions relatives aux programmes (Division de statistique de l'ONU).

Documentation

Note du Secrétariat concernant le projet de programme de travail de la Division de statistique de l'ONU

7. Ordre du jour provisoire et dates de la trente-sixième session de la Commission.
8. Rapport de la Commission sur les travaux de sa trente-cinquième session.

2004/216

Organisations non gouvernementales et autres grands groupes accrédités au Sommet mondial pour le développement durable pour participer aux douzième et treizième sessions de la Commission du développement durable

À sa 5^e séance plénière, le 13 février 2004, le Conseil économique et social a adopté la liste des organisations non gouvernementales et autres grands groupes accrédités au Sommet mondial pour le développement durable pour participer aux douzième et treizième sessions de la Commission du développement durable conformément aux dispositions contenues dans la décision 2004/212 du Conseil.

2004/217

Changement de la date du Forum social de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme

À sa 6^e séance plénière, le 27 février 2004, le Conseil économique et social a entériné le changement de la date du Forum social de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme du 22 juillet au 23 juillet 2004.

2004/218

Application des résolutions 50/227 et 52/12 B de l'Assemblée générale

À sa 6^e séance plénière, le 27 février 2004, le Conseil économique et social a pris note des rapports suivants :

- a) Rapport de synthèse du Secrétaire général sur les travaux des commissions techniques du Conseil économique et social en 2003¹⁴;
- b) Rapport du Secrétaire général sur les progrès réalisés dans l'application des conclusions concertées 2002/1 du Conseil et des dispositions pertinentes de la résolution 50/227 de l'Assemblée générale¹⁵.

2004/219

Thème du débat consacré aux affaires humanitaires de sa session de fond de 2004 du Conseil économique et social

À sa 10^e séance plénière, le 10 mai 2004, le Conseil économique et social a décidé :

- a) Que le thème du débat consacré aux affaires humanitaires de sa session de fond de 2004 serait le renforcement de la coordination de l'assistance humanitaire de l'Organisation des Nations Unies (problèmes actuels et futurs);
- b) Qu'il convoquerait également deux tables rondes sur les thèmes suivants :
 - i) Renforcement de la capacité de préparation et d'intervention en cas de catastrophes naturelles, en mettant l'accent sur la création de capacités;
 - ii) Coordination sur le terrain afin de poursuivre la présence et le fonctionnement des missions d'aide humanitaire des Nations Unies dans les environnements à plus haut risque.

¹⁴ E/2003/90 et Add.1.

¹⁵ E/2003/74.